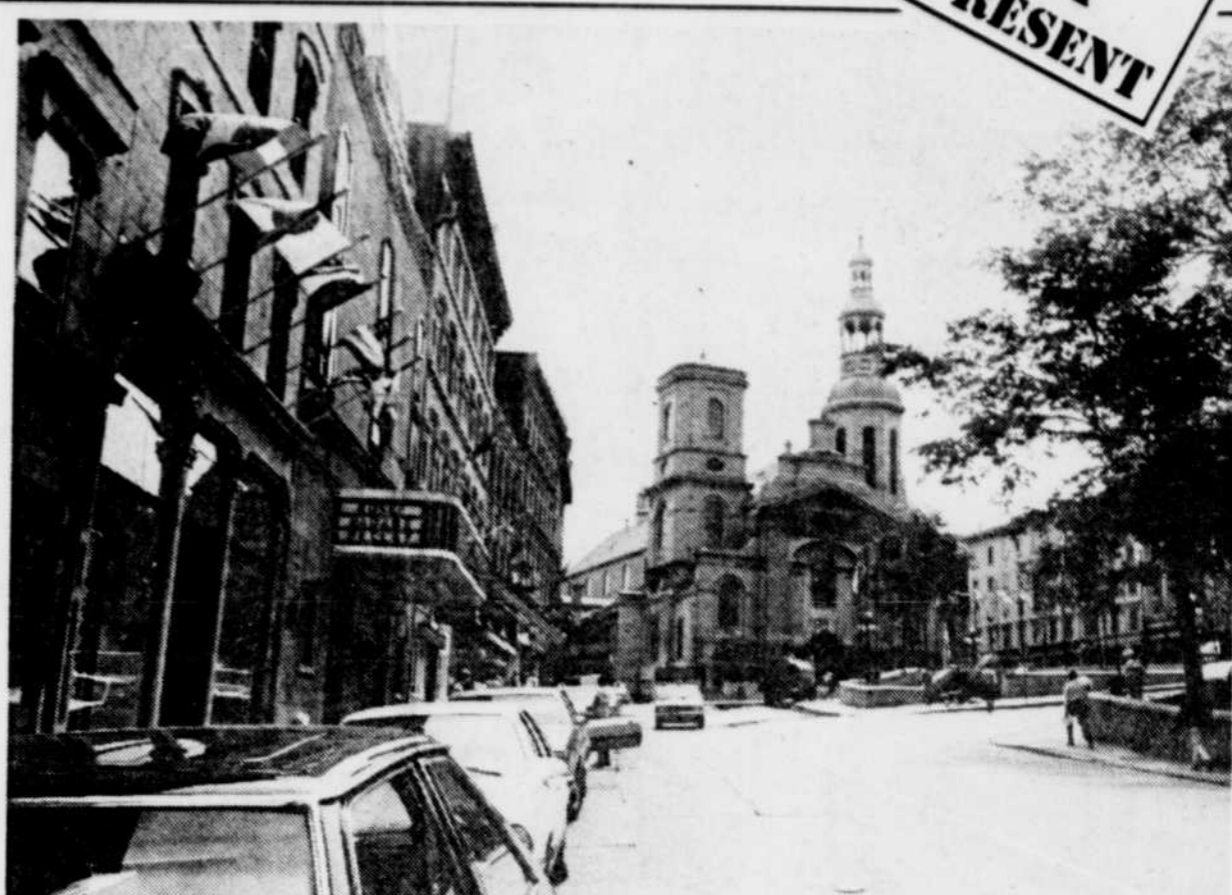


CAHIER **B**

ÉTÉ 86

QUEBEC AU PASSE ET AU PRESENT



En 1889, les magasins de la côte de la Fabrique se pouvoient généralement d'auvents, sans doute pour protéger leur marchandise des ardeurs du soleil. La place de la basilique est occupée par des cochers, les trottoirs sont en bois et on commence à paver les rues. Dans la photo de droite, la côte et la place tel que nous pouvons les voir aujourd'hui.

Place de la basilique: un lieu d'histoire

♦ "C'est avec le départ de l'université Laval pour Sainte-Foy, en 1960, que la paroisse Notre-Dame a connu ses plus grands changements. De 10,000 paroissiens qu'elle comptait alors, il n'y en a plus aujourd'hui que 4,500 dont environ 2,800 sont des chambreurs.

vont, qui viennent, qui s'en retournent... Il n'y a, en général, plus d'appartenance, ce qui autrefois caractérisait ce quartier."

Et pourtant non. Le chanoine Jean-Charles Racine, curé de Notre-Dame depuis 16 ans, revient sur ce mot "appartenance". Il y a trois ans, nous apprend-il, des statistiques établissaient que sa paroisse comptait 774 personnes âgées de 70 ans et plus, faisant de cette paroisse "la plus âgée de tout le Québec". Mais cette population, en majorité célibataire, est profondément attachée à son "coin de ville" et vit dans un esprit de quartier que le curé apprécie beaucoup. "L'appartenance, pour eux, existe vraiment", signale-t-il.

Quelque 60 enfants d'âge scolar-

re, deux baptêmes dans une année, pas de mariage, pas d'école paroissiale mais une pastorale vivante, une église ouverte toute la journée (la seule à Québec), dix messes chaque jour et un curé pas pessimiste du tout.

Reconnaissant l'importance du tourisme, le curé Racine fait une homélie en anglais les dimanches d'été, apprécie ce que représentent les 125 restaurants, quatre hôtels mais déplore la baisse de la valeur des commerces. "On est parti des plus beaux commerces pour arriver à la pacotille mais heureusement quelques beaux magasins sont demeurés". Presque plus de bureaux de médecins mais davantage d'études de notaires et de firmes d'architectes.

Mais quelle a été, à travers les ans, la trajectoire de cette place de la basilique? Notre photo d'hier remontant à 1889, faisons le trajet à partir de là.

En 1889, Auguste-Réal Angers est lieutenant-gouverneur, Honoré Mercier, premier ministre et François Langelier, maire de Québec. Elzéar-Alexandre Taschereau est cardinal depuis trois ans. Il mourra en 1898 et un monument sera élevé à sa mémoire ici même en 1923.

En 1889, la place est occupée par des calèches. Elles ont trouvé l'endroit libre après le départ du marché, lequel occupait la place depuis la fin du 18e siècle. Cette place fut aussi, autrefois, lieu de châtiements corporels pour malfaiteurs et, "pour les crimes contre la morale, l'amende honorable à Dieu devant la porte de l'église paroissiale".

Le commerce, en 1889, est florissant, côte de la Fabrique et rue Buade. Jules-Ernest Livernois vient d'y installer son studio de photographie. Gustave Seifert possède depuis 39 ans une bijouterie qu'il vendra, en 1930, à Henry Birks & Sons. Simons vient de quitter la rue Saint-Jean pour tenir ici un maga-

sin qui, de génération en génération, voit aujourd'hui deux cousins, Gordon Donald et David Simons, diriger la maison, le premier comme président-directeur général et, le second, comme vice-président.

Au numéro 42, vous voyez l'agence de voyages Belair qui a remplacé Korker Shop, en 1967. Mais arrêtez-vous ici car c'est le lieu de la première librairie de Québec. Elle fut ouverte, en 1847, par Octave Crémazie et son frère Joseph et plus tard reprise par Pierre Garneau qui la transporta rue Buade avec le

succès que l'on sait. Autre librairie, plus jeune celle-là. Librairie générale française qui a succédé, en 1933, à celle des Editions françaises née en 1971 qui avait remplacé l'annexe de Birks qui avait remplacé Rioux's China Shop... Les commerces ressemblent à nos vies humaines...

Rue Buade, Holt & Renfrew continue depuis bientôt 150 ans à être le magasin le plus élégant de Québec. J.E. Giguère, le "tabaciste" comme on disait autrefois, fête ses 79 ans d'existence et ses 47 ans ici, ayant alors remplacé un confrère

dans ce genre de commerce, J.E. Grondin. Puis il y eut Burns, le rendez-vous des Irlandais, Irène Auger, la pionnière en décoration intérieure, Vachon, la papeterie de luxe, aujourd'hui le restaurant Le Gaulois.

Place Notre-Dame: l'église, le séminaire, la mairie construite il y a 90 ans, le monument Taschereau, le petit parc, le cœur, l'âme de la cité de Champlain. (Québec, ses monuments anciens et modernes; abbé Louis Beaudet, 1890; Cahier d'histoire no 25, Société historique de Québec, 1973).●



par **Monique DUVAL**

Ainsi, avons-nous une population flottante, des gens tels des fonctionnaires, employés de bureaux, représentants de compagnies qui



Le chanoine Jean-Charles Racine, curé de la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec.

ACHETEZ PRUDEMMENT!

Protégez votre investissement

Exigez l'inspection de votre future résidence par des professionnels. Rapport écrit fourni rapidement.

Les Services d'inspection immobilière du Québec Inc. 75, Grande-Allée est, Québec 682-2121

BOUVILLON (STEER)
FONDUE CHINOISE BOEUF EN CUBES
7.89\$ /lb 5.62\$ /lb

POULET **DINDON**
BARBECUE CHAUD FRAIS 7 A 10 lb
3.31\$ /lb 2.08\$ /lb

POULET FRAIS
ENVIRON 3 1/2 lb ENVIRON 5 1/2 lb
1.58\$ /lb 1.79\$ /lb

SAUCISSE **CRETONS**
FUMÉE (HOT-DOG) FRANÇAIS
2.04\$ /lb 2.25\$ /MOULE 10-oz

LA BOUCHERIE **W.E. BÉGIN INC.**
500, ST-JEAN — 524-5271
520, DE LA SALLE ET 535, DE LA REINE
AVEC PARKING — 529-1331



VENTE
VENTE
VENTE

T-SHIRTS, CHANDAILS
CHEMISES, CRAVATES
CUIRS, BLOUSONS
AINSI QUE

**NOS COSTUMES
VESTONS SPORT
ET PANTALONS
RÉDUITS
JUSQU'À**

50%

Un mode de vie pour elle et lui
ARMAND BOUDRIAS

PLACE QUÉBEC, 524-5263 RUE ST-HUBERT LES TERRASSES PLACE BONAVENTURE PROMENADES ST-BRUNO

50%
SUR TOUT EN MAGASIN

BOUTIQUE **MAG** prêt-à-porter

1332, Maguire Sillery 687-5454

(Les cours sont réduits à 25%. Les collections "Bis" et d'automne demeurent au prix régulier.)

Nouveau débrayage chez Québec-Téléphone

● RIMOUSKI - Québec-Téléphone est à nouveau aux prises avec une grève tournante de trois jours de ses 1,300 employés membres du Syndicat canadien de la fonction publique. Commencé hier, ce mouvement se poursuivra jusqu'à mercredi.

textes de Jean Didier FESSOU

Ainsi donc, depuis hier et jusqu'à vendredi, ce sont les employés du groupe "exploitation" qui débrayent.

A compter d'aujourd'hui et jus-

qu'à samedi, ce sont les téléphonistes qui arrêteront le travail.

Et, enfin, de lundi à mercredi prochain, ce seront les employés de bureau qui feront "relâche" à leur tour.

Seuls les employés d'exécution et les téléphonistes sont assujettis

aux ordonnances du Conseil des services essentiels. En ce qui concerne plus spécifiquement les téléphonistes, il semble que les usagers aient davantage de facilité à les rejoindre maintenant que lors des premiers débrayages. Chez Québec-Téléphone on a même quantifié cela: lors des premières grèves, les usagers avaient une chance sur deux de rejoindre les téléphonistes tandis que maintenant ils ont deux chances sur trois.

Des informations qui entourent ce conflit de travail et selon les nombreuses pages de publicité que Québec-Téléphone publie dans les hebdomadaires régionaux, il appert que rien ne va plus entre l'entreprise et ses employés.

Québec-Téléphone et en particulier son président, M. Raymond Sirois, semblent avoir décidé d'adopter la "ligne dure" en essayant d'avoir leurs employés à l'usure. Ainsi, dans des publicités récentes, l'entreprise affirme avoir joué ses dernières cartes et dit "refuser de payer le prix des mauvaises décisions du syndicat".

De son côté, la partie syndicale affirme avoir les moyens d'attendre: d'une part, Québec-Téléphone ne peut déclencher un "lock-out" parce que c'est une entreprise de service public et, d'autre part, des grèves tournantes de trois jours à tous les mois n'épuisent ni le fond de grève syndical, ni le porte-monnaie des syndiqués.

Quels sont les points en litige: les salaires, la sécurité d'emploi, les changements technologiques et les fonds de pension. Mais, entend-on dire de plus en

plus ouvertement à Rimouski, c'est le style même de la gestion de l'entreprise qui est en cause. Une gestion qui rendrait "étouffantes" les relations de travail. Un style de gestion que tout le monde semble imputer au président de l'entreprise, M. Raymond Sirois, et dont les heures seraient comptées chez GTE, la maison-mère américaine. Déjà, dans les cercles bien informés de Rimouski, circule le nom de son éventuel successeur.

En attendant, et indépendamment du conflit de travail en cours, plusieurs changements viennent d'affecter la haute direction de l'entreprise à Rimouski. Après avoir passé 32 ans chez Québec-Téléphone et occupé les fonctions de vice-président du marketing et service, M. Charles Mercier vient de prendre sa retraite. Pour diriger cet important département qui compte 1,300 employés, c'est M. Robert Duchesne qui le remplacera. Vice-président au service du génie, M. Robert Duchesne sera remplacé par M. Gilles Laroche. Quant à ce dernier, il abandonnera ses fonctions de vice-président à la planification corporative à M. Yvon Gendron, jusqu'ici directeur de la comptabilité.

Installation des lignes téléphoniques Les propriétaires de maisons neuves devront être patients

● RIMOUSKI - Dans la région immédiate de Québec desservie par Québec-Téléphone, les propriétaires de résidences neuves devront s'armer de patience pour obtenir l'installation d'une ligne téléphonique. Avec Québec-Téléphone, les délais d'attente peuvent se prolonger entre un mois et demi et deux mois.

Mais, dans le cas de ceux qui ont décidé d'emménager dans des résidences déjà pourvues d'une installation téléphonique, les délais d'attente pour obtenir un branchement ne dépassent pas deux jours. Et dans la plupart des cas, le branchement est effectué dans la journée même.

Ces informations ont été confirmées au SOLEIL par le responsable du bureau de service de Québec-Téléphone pour la région de Québec, M. Léonard Roy.

Quant aux délais anormalement longs pour l'obtention d'une ligne téléphonique dans une résidence neuve, ils s'expliquent uniquement par le conflit de travail qui oppose Québec-Téléphone à 1,300 de ses employés syndiqués.

Des informations transmises au SOLEIL par le porte-parole de l'entreprise, M. Denis Courchesne, il appert que Québec-Téléphone a déjà accumulé quelque 15,000 dossiers de clients en "attente de service" dont 3,000 pour des réparations. Des 3,000, il y en a 900 dans la région immédiate de Québec, 400 sur la Côte-Nord et 1,700 dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Toutefois, une "épuratoire systématique" de ces 3,000 dossiers a été entreprise, ces jours derniers. Et tout le temps perdu dans leur traitement à cause du conflit de travail en cours sera entièrement rattrapé d'ici à la mi-août. Ces jours derniers, LE SOLEIL a pu vérifier les prétentions de Québec-Téléphone. En effet, la semaine dernière la ligne du bureau du journal à Rimouski était virtuellement en "dérangement". Informés, les services techniques de Québec-Téléphone ont procédé à une réparation en moins de six jours (incluant la longue fin de semaine de la Confédération).

Mais pourquoi le conflit de travail en cours a-t-il des répercussions dans le service donné aux abonnés? M. Denis Courchesne explique: "La productivité des employés syndiqués a baissé de moitié depuis le début du conflit".

Ainsi, une réparation moyenne qui demandait 58 minutes autrefois est maintenant effectuée en 120 minutes. Toujours en terme de statistiques, autrefois un technicien procédait à sept ou huit réparations et à quatre installations par jour. Aujourd'hui, à cause du conflit de travail, le même technicien procède seulement à trois ou quatre réparations et deux installations par jour.

Ces données sont évidemment contestées par le Syndicat canadien de la fonction publique qui représente les 1,300 employés de Québec-Téléphone engagés dans le conflit de travail. Les porte-parole syndicaux, dont M. Claude Lévesque, président du local 5044, affirment que les retards et délais imposés à la clientèle s'expliquent par toutes sortes de facteurs autres

qu'un "prétendu ralentissement de travail". Ainsi, selon l'exemple donné par le syndicat, la moitié des installateurs-réparateurs de l'entreprise a été affectée à la seule mise en service téléphonique du nouvel édifice du Trust Général à Rimouski. Cette concentration "relègue aux oubliettes" les autres abonnés, dit encore le syndicat.

Quant aux actes de vandalisme constatés au début du conflit, en avril dernier, ils semblent presque inexistantes. Le dernier en date remonte à vendredi soir dernier, alors qu'un câble aérien était fracturé à la hache dans la région de Bonaventure, privant ainsi de téléphone une centaine d'abonnés. Dimanche matin, le service était entièrement rétabli.

Sous le coup des ordonnances du Conseil des services essentiels, Québec-Téléphone et ses employés sont obligés de respecter un seuil minimum de services.

Toutefois, autant à la compagnie qu'au syndicat, on se plaint de l'absurdité de certaines des ordonnances de l'organisme présidé par Me Bernard Bastien: "elles sont abstraites et passent à côté des faits réels". Un exemple souvent avancé: une jeune femme sur le point d'accoucher et se déplaçant difficilement ne bénéficie pas des "services essentiels" mais un "jeune homme" de 65 ans en pleine forme y a droit automatiquement. Tout

le monde chez Québec-Téléphone voudrait que les "services essentiels" soient accordés selon les besoins réels et non selon une fiction basée sur l'âge ou autres considérations du genre.

Notons, pour terminer, que Québec-Téléphone ne perd presque pas d'argent à cause de ce conflit. En effet l'entreprise reçoit 65 pour 100 de ses revenus de l'interurbain. Et, sauf quelques fritures occasionnelles et intermittentes sur les lignes, l'interurbain n'est pas dérangé par le conflit de travail en cours, affirme M. Denis Courchesne.

Solde de mode printemps-été Ports exclusive à Eaton

EATON SIGNATURE

Des offres à ne pas manquer! Notre séduisante collection comprend des modèles de l'année dans des tissus Ports de fin de série et d'intéressants rabais sur une sélection de notre marchandise à prix courant

39⁹⁹ à 89⁹⁹ ch.

Voici l'occasion d'ajouter à votre garde-robe, quelques pièces de qualité Ports à prix très spéciaux! La sélection comprend: blouses, jupes, pantalons, robes dans les modèles les plus en vogue cette année: grands chemisiers, camisoles, jupes plissées ou étroites et longues, pantalons classiques et robes à taille basse. Une variété de tissus et de motifs, entre autres: du tricot de coton, de la gabardine, de la toile; des imprimés et des rayures. Une gamme de couleurs dont les tons neutres pratiques: noir, sable, naturel, blanc; les teintes pastel ravissantes: bleu poudre, rose, citron, pêche et rose coquillage.

(Choix incomplet de modèles, tailles et couleurs dans certains magasins)

Eaton Place Ste-Foy
Galerias de la Capitale



Prenez un cahier aujourd'hui!

Rallye cycliste

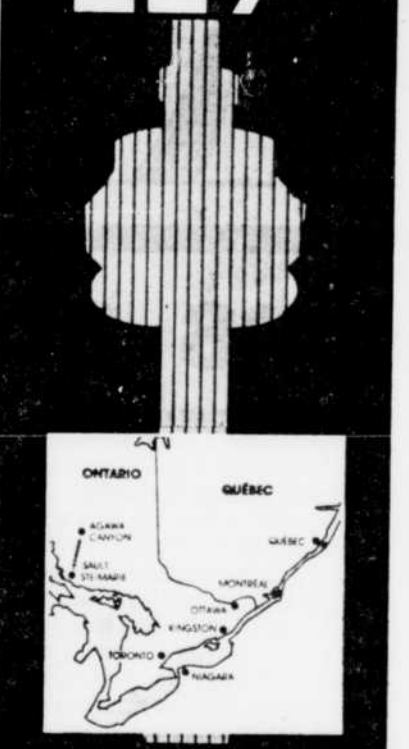
● Une centaine de personnes participeront dimanche à un rallye cycliste pour recueillir \$10 000 destinés à la maison des jeunes de Cap-Rouge.

Animateur des lieux, M. Guy Daigneault a expliqué que la maison ne peut être admissible au programme de subventions du ministère de la Santé et des services sociaux puisqu'elle n'en est qu'à sa seconde année d'existence.

"C'est la première expérience de cette envergure pour obtenir des fonds, a dit M. Daigneault. L'argent servira à payer le matériel, permettre des sorties à coûts réduits et défrayer une partie du salaire de l'animateur et peut-être même l'embauche d'un seconde personne."

La maison a établi ses quartiers dans un local prêt et entretenu par la municipalité de Cap-Rouge. Une vingtaine de jeunes s'y retrouvent tous les soirs. Le 6 juillet, enfants et parents prendront le départ à midi de l'église paroissiale pour parcourir les rues de la ville. Les participants sonneront aux portes pour solliciter les gens.

DÉCOUVREZ L'ONTARIO
à partir de **229\$**



TORONTO 229\$
4 jours: 3, 7, 10, 14, 17, 21, 24, 28, 31 juillet;
4, 7, 11, 18, 21, 25, 29 août;
11, 15, 18 septembre.

NIAGARA EST DE L'ONTARIO/TORONTO KINGSTON, OTTAWA
6 jours: 6, 20 juillet;
3, 17 août. **439\$**

AGAWA CANYON BAIE GEORGIENNE NORD EST DE L'ONTARIO
8 jours: 12, 19, 26 juillet;
9 août. **559\$**

BOUTIQUE BON VOYAGE
Guides, cartes et articles de voyage.

VOYAGES PARADIS
DÉTENEURS DE PERMIS DU QUÉBEC

Charlesbourg CARREFOUR 627-0911
Lévis PLACE TANGUAY 833-6823
Sainte-Foy 275 BOUL. LAVERGNE 659-6650
Ville Vanier 130, AV. PLANTE 681-0178

Vente JOURNÉES RECORD EATON

Visez juste! participez au CONCOURS DE PHOTO VISAGES ET PAYSAGES
L'un des 4 grands prix à gagner! (2 gagnants par catégorie)
Aussi: 45 mentions d'honneur!
1er Prix: Une aventure "Vacances Canada" pour 2 personnes, sur l'un des 2 circuits VIA Rail
2e, 3e, 4e Prix! Superbes lots appareil-photo de Pentax!
Procurez-vous les détails du concours et les fiches d'inscription à nos rayons des appareils-photo, en vigueur jusqu'au 12 août 86!
HÂTEZ-VOUS DE PARTICIPER!



EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur JACQUES-G. FRANCOEUR

Président et directeur général PAUL-A. AUDET

Vice-président et trésorier CHARLES-A. POULIN

Opérer avec de la broche à foin

Les anesthésistes de l'Hôtel-Dieu de Québec, après une semaine d'étude qui paralysait les interventions chirurgicales, ont repris le boulot avec de l'équipement qu'ils jugent désuet et dangereux.



par Vianney DUCHESNE

Et le pire c'est que ces professionnels de la santé ne vivent pas une situation unique. Des médecins sont aux prises quotidiennement avec de l'équipement de base vétuste pour tenter de sauver la vie de leurs patients, un peu partout au Québec. La "technologie" de certains blocs opératoires date des années 1960 et des appareils sont qualifiés de criminellement dangereux par leurs propres utilisateurs; d'autres sont devenus tout simplement inutilisables, faute de leur trouver des pièces de rechange.

La crise de l'Hôtel-Dieu a déjà été vécue ailleurs et elle se répétera dans d'autres institutions. C'est à croire que nos hôpitaux sont en train de craquer de toutes parts avec leur personnel infirmier surchargé, leurs salles d'urgence encombrées, leur manque de spécialistes et d'équipement fonctionnel en plus des contraintes imposées par les coupures draconiennes et les budgets équilibrés. Pourtant l'Etat investira au-delà de \$4 milliards cette année dans ses centres hospitaliers.

La protestation des 10 anesthésistes visait à sensibiliser la population et la direction de l'institution au danger potentiel que représente, pour les malades, le matériel inadéquat à leur disposition. C'est réussi. Mais il sera dorénavant plus inquiétant pour les patients de confier leur avenir à des spécialistes qui comptent sur des appareils qui montrent des signes de fatigue, peut-être pires que ceux des malades, pour compléter leurs interventions.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux joue à l'arrière dans ce dossier. On a même eu le front, au cabinet de la ministre Thérèse Lavoie-Roux, de souligner que l'Hôtel-Dieu avait fait parvenir sa requête seulement au mois de mars dernier. Or, le docteur André Lapointe a révélé qu'il a expédié, depuis un an et demi, tous les dossiers pertinents pour expliquer l'urgence de renouveler l'équipement dangereux. De plus, LE SOLEIL a appris que le Conseil régional de la santé et des services sociaux de Québec demande depuis deux ans au ministère d'agir dans les meilleurs délais, mais il attend toujours une réponse.

Le Québec ne peut se vanter de posséder un des meilleurs services de santé au monde si, en bout de piste, les dispensaires de soins ne peuvent compter sur le support de la technologie moderne. L'Association des hôpitaux du Québec estime que l'Etat devrait investir \$100 millions annuellement pour préserver son parc d'équipement de base évalué à \$1,5 milliard. Il devient donc impérieux, pour toutes les parties impliquées, de reconnaître la gravité du problème et surtout de revoir la gestion traditionnelle du milieu hospitalier.

De toute façon, le ministère devra s'atteler à cette tâche tôt ou tard. On voit de plus en plus d'institutions faire appel à des fondations pour acquérir de l'équipement dont l'entretien par la suite vient quand même grever les budgets. Il faudra aussi analyser les avantages de la spécialisation des établissements et doter les grands centres des outils qui leur sont nécessaires. Comment expliquer l'absence d'un véritable centre pédiatrique dans la région métropolitaine de Québec, à titre d'exemple?

Les administrateurs d'hôpitaux nous avaient plutôt rassurés, ces dernières années, en annonçant l'achat d'appareils complexes et modernes qui aidaient la science médicale à accomplir de grands pas. Le cri d'alarme venant de l'Hôtel-Dieu de Québec surprend donc plus et fait prendre conscience d'une situation qui pourrait être coûteuse à l'ensemble de la société si un accident devait survenir.

BLOC-NOTES

Un euphorisant!

Comme il fallait s'y attendre, l'industrie pharmaceutique canadienne a accueilli avec euphorie le projet fédéral d'amendement à la Loi sur les brevets. A la suite d'une curieuse imbroglie, ce projet de loi n'a pu cependant être déposé avant l'ajournement des Communes, vendredi, mais le sera vraisemblablement à la reprise de la session à l'automne, même si son parrain, Michel Côté, a cédé le ministère de la Consommation et des Corporations à Harvie Andre, au cours du remaniement ministériel de lundi.

L'Association canadienne de l'industrie du médicament (ACIM) ne promet aux Canadiens et aux consommateurs que des retombées positives si le gouvernement fédéral rétablit la protection des droits de propriété intellectuelle sur les produits pharmaceutiques. Les dirigeants de l'ACIM, le Dr John L. Zabriskie et M. Guy Beauchemin, font état d'investissements de \$3 milliards dans la recherche biomédicale et la création de 3,000 emplois d'ici 1995. Par ailleurs, l'ACIM s'engage à créer un organisme de surveillance des prix afin de garantir que ceux-ci n'augmenteront pas plus vite que l'inflation.

Depuis 1969, les compagnies pharmaceutiques qui se consacraient à la recherche avaient perdu leurs droits de propriété sur leurs nouveaux produits puisque la loi permettait au Commissaire aux brevets de concéder un permis automatique aux entreprises de produits pharmaceutiques génériques pour copier et commercialiser ces médicaments. Cette loi avait été adoptée pour protéger les consommateurs contre les hausses abusives des prix des médicaments.

Mais il a été prouvé que la loi de 1969 a eu un effet négatif sur la recherche pharmaceutique au Canada. Des compagnies et des chercheurs ont quitté le pays et les autres ont diminué leurs investissements dans la recherche et le développement. Ce sont l'Ontario et le Québec, où se concentrent 90 pour 100 de la recherche pharmaceutique au Canada, qui ont été les plus pénalisés par l'ancienne loi.

Après 17 ans, les compagnies pharmaceutiques semblent avoir pris de bonnes résolutions et le gouvernement fédéral est justifié de leur redonner une meilleure protection pour les produits de leurs recherches. Mais l'industrie devra tenir ses promesses concernant les investissements, la création d'emplois et surtout le contrôle des prix. Car les associations de consommateurs seront certainement d'excellents chiens de garde.

Vincent CLICHE

Voyage à la catalogne...

J'habite une maison de style dit "chalet suisse", qui effectivement n'en est pas un, mais qui demande quand même un ameublement particulier. Dans les deux escaliers permettant de monter en haut ou descendre en bas, ou vice versa, on a pris l'habitude de placer une "catalogne" tissée dont le coloris tranche à merveille sur le bois naturel. La première, je l'ai achetée à l'île aux Coudres. Depuis lors, il faut que ma catalogne vienne de l'île aux Coudres. Que voulez-vous, on a chacun ses petites manies, ses lubies un peu paranoïaques, voire ses idées fixes sans lesquelles personne ne serait normal...



par Paul LACHANCE

Dans le fin fond, c'est que j'aime bien aller à l'île aux Coudres... où on se trouve à vendre

de la belle catalogne. Ainsi, mardi, j'ai demandé à ma bourgeoise: "Viens-tu déjeuner quelque part?" Elle connaît le truc. Elle se rappelle parfaitement les innombrables fois où, partis faire un tour aux environs, nous avions diné à Gaspé, couché à Atlantic City ou au diable vauvert. Dans le temps, elle se munissait de deux chandails et d'un sac de voyage bourré de toutes sortes d'en cas... Mais là, avec ma canne et mes pantoufles, elle sait qu'elle ne risque plus grand-chose.

Il y a des semaines que je lui répète: "Il faut une catalogne... t'as les mesures?" "Oui, qu'elle me fait à chaque fois, je les ai dans mon sac." Toujours est-il que, mardi, une fois rendu à Saint-Tite, j'ai dit: "Tiens, on va en profiter pour aller acheter une catalogne." "Mais, le couillon, voilà longtemps que j'étais parti pour l'île aux Coudres... Et puis, ça coûte quasiment rien, j'ai ma carte de crédit pour l'essence, j'ai le bateau gratuit et je fais un chèque pour la catalogne. Un voyage dépareillé..."

Des catalogues, il y en avait à plein. Ma bourgeoise tripotait en me demandant tout le temps: "Comment tu trouves celle-là?" "Jusqu'à ce que je lance impérieusement: "Ça..." Elle se fit à mon goût depuis le

temps que je lui répète: "A preuve, je t'ai bien choisie..." Mais là, on n'avait plus le choix. Les mesures n'étaient pas dans le sac. J'ai bien tenté d'arranger les choses en disant à la vendeuse: "Ça fait 14 marches en tout..." Mais elle a fait: "C'est quoi la hauteur de vos marches...?"

Sur le chemin du retour, j'ai demandé à ma bourgeoise: "Tu veux bien me donner mes lunettes de soleil qui sont dans le coffre à gants?" Quand elle met la main dans ce maudit fourbi rempli de n'importe quoi, elle se met toujours à fouiller... Là, j'ai bien vu qu'elle lisait attentivement un bout de papier. Soudain, elle a fait, sans lever les yeux: "Ça prend 7 verges et 32 pouces..."



LETTRES AU SOLEIL

Chez les médecins abuseurs

Les rourous-macoutes chez les médecins abuseurs. Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu envoie ses bouibou-macoutes chez les assistés sociaux afin qu'ils n'abusent pas du système. Mme Lavoie-Roux du MSSS ne devrait-elle pas diriger ses rourous-macoutes chez les médecins afin qu'ils n'abusent pas du système de santé du Québec?

pencher immédiatement sur les nombreuses possibilités qu'ont les médecins du Québec d'abuser du système, de s'y graisser royale-ment. Afin d'établir la liste des importantes possibilités d'abus, ces chercheurs devraient faire appel aux médecins abuseurs qui se sentent coupables (il devrait y en avoir au moins quelques-uns!), aux médecins non abuseurs (souvent salariés), aux professionnels(les) autres de la santé, aux proches et aux bénévoles, au personnel cléricale. Clairement identifiées, les possibilités de graissage et d'abus diminueront de beaucoup.

Voici quelques exemples où le graissage serait plus que possible: les cliniques privées de physiothérapie; les unités de soins psychiatriques à long terme; les centres d'accueil pour personnes âgées où un médecin peut "passer" 40 bénéficiaires en moins de 2 heures (quelle facture!); dans les centres hospitaliers de soins prolongés, privés et publics, où un médecin peut "visiter" les malades à volonté, même sans la de-

mande et l'autorisation de ces derniers (un médecin pourrait être et propriétaire d'un CHSP privé et pratiquant); dans les salles d'opérations où se font des interventions chirurgicales inutiles sur les vieillards et les moribonds (installer un implant auriculaire chez un mourant de 84 ans); dans les cliniques privées où des visites ou des examens de contrôle ne servent souvent qu'à boucher les trous du cahier des rendez-vous, où un médecin peut recevoir plus de 50 clients en moins de 4 heures (faites le calcul \$\$\$ et le nombre moyen de minutes par client) etc. Ces abus et bien d'autres sont au su et à la vue de plusieurs; ils ne demandent qu'un endroit où

il sera possible de les dénoncer en toute sécurité.

La Commission Rochon connaît, intuitionne déjà ces abus, ce graissage ainsi que le coût pour le Québec (1/2 à \$1 milliard?). Elle sait aussi qu'avec ces économies il y aurait presque suffisamment d'argent pour répondre aux besoins de santé et des services sociaux.

Une autoroute de solutions: le salariat d'ici 1988 des médecins qui pratiquent en CA ou en CHSP; le salariat de tous les médecins d'ici 1990. Cependant les rourous-macoutes devront demeurer à l'oeuvre!

Yvon Bureau, T.S. Neufchâtel

Fête de Québec

Le 3 juillet 1937, la Société historique (régionale) de Québec organisait la première célébration publique de la Fête de la ville de Québec, au pied du monument de Samuel de Champlain.

Depuis, l'anniversaire de la fondation de Québec par Samuel de Champlain le 3 juillet 1608 est célébré, selon les courants de pensée dominants et les intérêts à défendre, le 1er ou le 3 juillet.

Pourtant, malgré la participation de plus en plus importante de l'hôtel de ville dans l'organisation de ces célébrations, surtout de-

puis le règne de MM. Gilles Lamontagne et Jean Pelletier, le conseil municipal n'a jamais jugé à propos d'officialiser la Fête de la ville de Québec, le 3 juillet, en adoptant une loi à cet effet.

A défaut de faire accepter par le Canada anglais le 3 juillet comme vraie fête du Canada, les citoyens de la ville de Québec devraient exiger de leurs conseillers municipaux qu'ils officialisent au moins la Fête de Québec le 3 juillet de chaque année.

Pierre Landry Québec

Ces scandales

L'automne dernier, la SPA s'est rendue à la ferme de Jean-Guy Dandonneau pour examiner le cadavre d'un cheval dont la cause de la mort n'a pu être déterminée à cause de son état de putréfaction avancée.

Deux nouvelles parues dans LE SOLEIL au début du mois de juin nous apprennent que ce monsieur a récidivé. Des bêtes ont à nouveau été trouvées mortes, laissées sans eau et nourriture, enchaînées.

Qu'a fait la SPA de la soixantaine de bêtes qu'il y avait sur cette ferme et dont elle a pris charge au moment de la découverte de ce nouveau scandale? Seront-elles tout simplement remises à leur propriétaire et y verrons-nous à

nouveau dans quelques mois un autre scandale Dandonneau dans les journaux et à la télévision?

Puisque cet homme et sa famille démontrent une telle irresponsabilité, ne serait-il pas logique et plus charitable envers ces pauvres bêtes d'interdire à Jean-Guy Dandonneau d'en posséder et d'effectuer une vérification régulière afin de bien s'en assurer?

J'ose croire que la SPA et la Sûreté municipale de Lévis seront vigilantes car je ne me généralise pas pour leur rappeler cet adage si jamais il y a un nouveau scandale Dandonneau: je vous l'avais bien dit!

Annette Beauille Sainte-Foy

Un déclin à voir

Boudant la télévision et le cinéma depuis de nombreuses années, je suis pourtant descendu spécialement à Montréal pour voir d'avance le Déclin de l'empire américain.

N'attendez pas septembre pour vous en rendre compte à Québec. Allez-y de suite!

Bravo à Denys Arcand et à tous les siens pour avoir su recomposer

si magistralement l'image des profs bien que ce soit là un aspect marginal de ce qui restera un classique pour la suite du monde...

A ce propos, mesdames et messieurs les spécialistes, faut-il décontaminer le raisin avant de le presser?!

Alain Massot Québec

QUÉBEC

Le gâteau de la fête du Canada

♦ Lundi, des gâteaux spécialement décorés pour le jour de la fête du Canada étaient vendus chez certains pâtisseries et même aux comptoirs des Steinberg. Comme pour la fête des Mères ou la Saint-Valentin.

par
J-Jacques SAMSON



Ma belle-mère nous en a même offert un!

Mardi, 200,000 personnes ont participé aux célébrations, à Québec. Pour la première fois sans doute, le 1er juillet a été souligné de façon plus importante que le 24 juin.

Les sociologues auront plusieurs explications à apporter à cet autre virage collectif des Québécois. Le cycle du référendum est vraiment terminé dans notre histoire.

Parmi les facteurs secondaires toutefois, Expo 86 a sans doute fait plus pour développer un "goût du Canada" que tous les discours des Trudeau, Chrétien, Mulroney, Ryan ou Bourassa.

D'abord, découvrir Vancouver est une révélation pour les Québécois qui s'y retrouvent. Ils sont nombreux. Tous les congrès importants s'y tiennent cette année, des associations de photographes à celles des vendeurs d'assurances...

Un grand nombre de visiteurs du Québec choisissent aussi de faire l'expédition en voiture, cet été, avec la petite famille.

En octobre, des dizaines de milliers de Québécois se seront rendus en Colombie-Britannique dont un bon pourcentage d'étudiants. Pierre l'Espérance, de Charlesbourg, un des jeunes hôtes au pavillon du Québec, disait qu'entre 10 et 15 Québécois assistent, selon lui, à chacune des 24 représentations quotidiennes du film. Partout sur l'emplacement d'Expo 86, on reconnaît les accents familiers de nos régions.

Le thème développé, celui des transports et des communications, rejoint évidemment la préoccupation de l'unité nationale. A plus forte raison dans un pays où on peut faire six heures d'avion et en descendre sans passeport, comme soulignait Charlebois.

Autant au pavillon du Canada (un bijou de \$150 millions) que chez ceux des plus grands transporteurs, comme Air Canada, on refait sur écran une visite guidée du Canada, province par province.

Tout comme à Expo 67, par ailleurs, le climat de fête, d'amitié (notait lui-même un Robert Bourassa généralement assez froid) qui enveloppe la ville lors de ces grands événements internationaux, donne un goût d'appartenance à une si belle mosaïque.

Le message, enfin, qui marque le plus les visiteurs, loin d'être le haut degré des performances technologiques, est plutôt l'appel à la paix, à la tolérance entre les groupes et l'hymne à la qualité de la vie. En passant, les pavillons les plus courus sont ceux qui ont mis sur ces valeurs et sont commandités par des entreprises privées, comme General Motors ou Canadien Pacifique, qui pouvaient pourtant montrer toute leur quincaillerie.

Les plus chanceux pourront renifler eux-mêmes l'air de Vancouver, cet été, entre mai et octobre. Toute la couverture de presse accordée à Expo 86 et au centenaire de la métropole de la côte ouest, les nombreuses émissions spéciales de télévision, les articles de journaux et de revues accompagnés de photographies superbes, répandent un peu de ce "goût du Canada" que Trudeau ambitionnait tellement de donner aux Québécois.

L'effet sur les Vancouverois - les plus autonomistes des Canadiens après les Québécois - sera palpable aussi longtemps que celui d'Expo 67 l'a été sur les Québécois. Tous les jeunes qui ont travaillé à Terre des Hommes en 67, la plupart de ceux qui l'ont visité, ont été marqués par cette découverte. Ils en parlent encore.

Expo 86 est certes moins spectaculaire mais le climat qu'elle contribue à créer au pays s'y apparente beaucoup et elle survient à un moment où on a le goût de fêter, comme en 1967. On l'a vu après la victoire du Canadien en coupe Stanley... et quand 200,000 personnes ont assisté, mardi, à Québec, à un défilé de nuit de catégorie paroissiale. Les querelles Trudeau-Lévesque nous semblent déjà d'un autre âge. ♦



Des aides domestiques philippines, dans un parc de Hong-Kong.

Parties des Philippines

Des domestiques vivent presque en otages

On compte quelque 24,000 femmes venues des Philippines jusqu'à Hong-Kong pour tenter d'y gagner leur vie comme aides domestiques. Dans la plupart des cas, elles se sont irrémédiablement endettées pour payer le voyage. Et ce qui les attend sur place, c'est plus souvent qu'autrement l'incertitude et l'insécurité, nées de conditions de travail coercitives. Notre collaborateur Denis Marchand a passé huit mois aux Philippines et à Hong-Kong. Il nous parle de l'exploitation de ces milliers de femmes.

♦ Le dimanche, tout Hong-Kong semble appartenir aux aides domestiques philippines. Profitant de leur unique congé hebdomadaire, elles descendent très tôt le matin, vers le centre-ville. Au premier rayon du soleil, certaines font déjà la queue devant les cabines téléphoniques publiques pour tenter de rejoindre leurs familles aux Philippines, pendant que les autres vont déposer leurs nombreuses lettres au bureau de poste avant de parcourir les avenues commerciales qui s'animent rapidement.

par Denis MARCHAND
(collaboration spéciale)

Sur les coups du midi, ces milliers de femmes de tout âge, le visage souriant se regroupent dans les parcs publics aux abords du bureau de poste pour manger "en famille", rire, écouter en groupe les cassettes reçues au cours de la semaine, comparer les nombreux achats du matin qu'elles feront parvenir à leurs parents et amis. Elles se réunissent surtout pour partager ensemble leurs joies, leur détresse, leur amitié et leur solidarité.

Finalement, vers les 7h, elles retourneront dans leur foyer respectif pour laisser la place aux jeunes couples de Chinois qui viendront se promener, discuter et s'embrasser, jusqu'à tard dans la nuit, faute d'endroits plus intimes disponibles dans cette ville-pays grand comme Montréal et comptant six millions d'habitants.

"Ce n'est pas par plaisir que j'ai quitté les Philippines, loin de là. J'avais tout simplement besoin

d'argent pour faire vivre ma famille" raconte Estella. Mon salaire actuel est quatre fois plus élevé que celui que je recevais à Manille. Infirmière, je gagnais \$90 par mois alors que ici je reçois \$300 comme bonne à tout faire. Cela m'a permis, poursuit-elle, de payer les études de médecine de ma fille, celles de mes cinq frères et soeurs et de défrayer les frais d'hospitalisation de mon père, victime de troubles cardiaques. J'aimerais travailler encore un an, retourner dans mon pays, partir ma propre entreprise, me marier et vivre heureuse. Je ne veux plus rester seule. A Hong-Kong, le salaire est bon mais le nombre de sacrifices est trop accablant.

"Eh oui, de souligner sa compagne Lorna, les gens nous regardent sans se douter que notre vie en est une de souffrances, de sacrifices, de renoncements et que la solitude affecte la majorité d'entre nous. Le fait de laisser son époux, ses enfants, les êtres aimés, sa vie familiale, culturelle et sociale, constitue un lourd fardeau nous nous."

La plupart sont endettées en arrivant à Hong-Kong. Elles ont dû verser entre \$1,000 et \$3,000 pour obtenir cet emploi auprès d'agences d'embauches qui profitent de la très forte demande d'emplois outre-mer pour réclamer des pots-de-vin. Dans bien des cas, la famille a été obligée de vendre le bétail, hypothéquer ses biens ou un petit lopin de terre pour prêter cette somme à la future aide domestique. Parfois, cette dernière a emprunté l'argent auprès de cupides requins financiers qui prélèvent des taux

d'intérêts exorbitants, jusqu'à 60 pour 100 dans certains cas. Il lui faudra sept mois de salaire pour effacer ces dettes.

Conditions de travail difficiles

"Si elle ne vous plaît pas, nous la reprenons et vous en offrons une autre" assurent les agences dans les annonces publicitaires diffusées dans le quotidien South China Morning Post de Hong-Kong. L'employée ne bénéficie pas d'une telle garantie. Qu'elle soit malheureuse ou insatisfaite, la loi lui interdit de changer d'employeur sans que ce dernier lui ait préalablement signé une lettre de cessation d'emploi et de référence.

Ce qui signifie que les premiers mois de travail représentent habituellement une période cruciale et difficile. En effet, ne pouvant se permettre de perdre son emploi, la nouvelle aide domestique éprouve la peur constante d'être congédiée à la moindre bevue. Endettée, timide, gênée, nerveuse et sans expérience en pays étranger, elle effectue ses tâches sans connaître tous ses droits ni savoir comment les revendiquer lorsque le patron ne les respecte pas. Elle se plie alors facilement aux caprices de certains employeurs qui connaissent le pouvoir qu'ils détiennent sur leurs employées.

Ainsi, se plaindront-elles de leurs conditions de travail difficiles et harassantes, de périodes de repos peu nombreuses, d'une absence totale de liberté et d'intimité, de l'interdiction formelle de recevoir des amis ou des appels téléphoniques. Un grand nombre d'entre elles se plaindront également de percevoir un salaire inférieur à la somme inscrite sur le contrat, d'effectuer des travaux supplémentaires non prévus initialement et parfois même d'être battues, mal nourries ou harcelées sexuellement.

Ces femmes issues d'une ancienne colonie américaine sont particulièrement recherchées parce qu'elles sont honnêtes, douces, maternelles, responsables et patientes mais c'est surtout parce qu'elles parlent bien anglais et que leur niveau d'éducation est élevé. Beaucoup détiennent un diplôme universitaire.

Elles ont quitté leur pays parce que le taux de chômage frise les 40 pour 100 dans les villes importantes des Philippines, les possibilités d'avancement y sont très limitées, les salaires peu élevés, les conditions de travail aberrantes et l'augmentation du coût de la vie vertigineuse. Elles sont 50,000 réparties à travers l'Europe, l'Amérique, l'Asie, Singapour et l'Arabie saoudite à effectuer les mêmes tâches que leurs compatriotes de Hong-Kong. Plusieurs avouent candidement que malgré le revenu substantiel dont elles jouissent maintenant, elles n'en rêvent pas moins de rencontrer un homme riche qui les amènera dans un pays où elles pourront élever leur propre famille.



Les aides domestiques philippines sont recherchées parce qu'elles sont honnêtes, douces, maternelles, responsables et patientes.

DOSSIERS

Après trois ans de crise L'UNESCO se fait optimiste

Au cours des trois dernières années, l'UNESCO a perdu trois de ses membres importants et a vu du même coup son budget amputé de 30 pour 100. Les pays membres de cet organisme des Nations-Unies n'ont pas capitulé pour autant. Ils se sont mis au rythme de la rigueur et de l'austérité. Et voici qu'ils se remettent à voir l'avenir avec un certain optimisme. Pascale Wattier, de l'agence France-Presse, fait le point.

♦ Après trois années de crise dominées par le retrait successif de trois de ses membres -- Etats-Unis, Royaume-Uni et Singapour -- et la menace de départ de plusieurs autres, l'UNESCO semble être entrée aujourd'hui dans une phase de convalescence, retrouvant ainsi un peu de sa sérénité perdue.

par Pascale WATTIER

Bien que des tensions persistent et que les discussions aient été parfois jugées "épuisantes", les récents travaux du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, se sont déroulés "sans heurts" et de manière "très positive", de l'avis de la plupart des délégués.

Accusée à de nombreuses reprises de politisation excessive et de mauvaise gestion, l'UNESCO reste toujours sous haute surveillance, mais les menaces de retrait qu'avaient laissé planer plusieurs pays occidentaux au cas où de véritables réformes ne seraient pas appliquées, semblent écartées, au moins temporairement.

Le Japon, pour sa part, a adopté une attitude d'expectative jusqu'à la prochaine conférence générale, à l'automne 1987, qui décidera notamment de la succession de l'actuel directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow, dont le rôle à la tête de l'organisation a été largement critiqué.

Bien que cette question ait été largement évoquée dans les coulisses du conseil, aucun pays n'a encore pris de position officielle, et il faudra attendre la prochaine session, en septembre 1986, pour un premier appel de candidatures.

Quant aux principaux contestataires demeurant au sein de l'organisation, comme la Suède et la RFA, ils semblent avoir décidé de se battre pour mener à bien les réformes qu'il souhaitent plutôt que de claquer la porte.

Tout en exhortant l'UNESCO à oublier les études académiques sur les problèmes mondiaux pour mieux se concentrer sur des objectifs concrets, tels que la lutte contre l'analphabétisme ou la sauvegarde des grands monuments historiques, la plupart des délégués occidentaux, tout comme ceux du Tiers-Monde et des pays socialistes, ont réaffirmé leur attachement à l'organisation. Même si celle-ci demeure imparfaite, tous ont souligné son rôle majeur en matière de coopération internationale.

Un compromis

C'est pourquoi, au terme de débats âpres et difficiles, dominés par l'épineux problème de la "cohabitation" avec le Royaume-Uni, le Conseil a finalement décidé d'accéder à la requête de Londres en lui accordant des facilités d'observateur.

Le groupe afro-arabe souhaitait initialement "donner une leçon" à Mme Margaret Thatcher - qui a dénoncé en mars dernier la convention internationale assurant l'immunité à tous les diplomates accrédités auprès de l'UNESCO - en renvoyant le débat à l'automne prochain. Il s'est finalement rangé au côté des modérés, dans l'espoir de voir un jour le Royaume-Uni rentrer au bercail.

Le départ des Etats-Unis et du Royaume-Uni a amputé de 30 pour cent le budget de l'organisation et porté un coup sérieux à sa vocation universelle. Mais "l'UNESCO n'est pas prête de mourir car, malgré les apparences, nous y croyons tous encore", a souligné le représentant ivoirien au Conseil, M. Paul Yao Akoto, en resumant l'état d'esprit général.

Rigueur et austérité sont devenues les mots-clé à l'UNESCO. Le conseil exécutif a entériné la proposition de M. M'Bow d'un train d'économies de 17 millions de dollars sur le budget initial de 307 millions voté à Sofia en novembre dernier, qui touche de manière égale les 14 grands programmes.

Même souci en ce qui concerne les questions de personnel: 558 postes, dont 230 étaient effectivement occupés, ont été gelés ces dernières années, mais à la suite d'un vaste exercice de redéploiement et de départs négociés, 14 personnes seulement seront licenciées d'ici à la fin de l'année.



M. Amadou Mahtar M'Bow, dont le rôle à la direction générale de l'Unesco a été largement critiqué.

LE MONDE

Afrique du Sud

Les autorités inculperont 780 détenus

♦ PRETORIA (AFP, AP) - Sept cent quatre vingt détenus en vertu de l'état d'urgence seront traduits en justice pour meurtre, incendie volontaire et autres délits de violence, a annoncé hier soir le Bureau gouvernemental d'information à Pretoria, la seule source d'information officielle en Afrique du Sud.

Depuis le début de l'état d'urgence le 12 juin dernier, quelque 2.000 personnes, sinon davantage, ont été arrêtées, croit-on savoir. Le Parti fédéral progressiste (PFP, opposition libérale dans le Parlement blanc) avait fait savoir, il y a une semaine, qu'il disposait de listes contenant environ 1.800 noms de détenus, parmi lesquels des journalistes, des membres du clergé, des dirigeants syndicaux et des activistes anti-apartheid.

Mme Ronelle Henning, porte-parole du Bureau d'information, a signalé que "trois groupes" de personnes ont déjà été inculpés -- au cours des dernières 24 heures -- de tentative de meurtre au moyen du "collier", le supplice qui consiste à placer un pneu arrosé d'essence au

tour du cou de la victime et d'y mettre le feu. Le nombre des personnes composant ces trois premiers groupes n'a pas été précisé.

A partir du moment où ils sont formellement inculpés, a souligné Mme Henning, "les accusés ont le droit d'être assistés par des avocats et la justice reprend son cours normal".

Réactions de l'opposition blanche

Cette décision des autorités sud-africaines d'inculper 780 personnes détenues en vertu de l'état d'urgence a été interprétée hier par l'opposition blanche comme une simple tactique visant à justifier a posteriori les arrestations massives d'opposants.

M. Kenneth Andrew, un député du Parti progressiste fédéral, a rappelé que sur les centaines de personnes accusées ces dernières années par le gouvernement du crime de trahison, une minorité seulement était reconnue coupable devant les tribunaux.

Entre-temps, un photographe sud-africain travaillant pour le

compte de l'Agence France-Presse a été arrêté hier par la police sud-africaine. Il n'a pas été possible de savoir les raisons de cette arrestation et, en raison de l'état d'urgence, la presse ne peut révéler son identité sans autorisation préalable des autorités.

Ultimatum

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU, la plus grande fédération syndicale du pays), a lancé hier un ultimatum au gouvernement en exigeant que celui-ci

mette un terme, d'ici au 10 juillet, aux détentions sans procès des militants syndicaux.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion secrète de ses dirigeants, le COSATU demande que cessent "tous les harcèlements, représailles et tentatives d'intimidation exercés sur les délégués syndicaux, représentants officiels et ouvriers" et que soient relâchés tous ses membres détenus, sans révéler le plan d'action prévu au cas où son ultimatum ne serait pas res-

pecté par le gouvernement et les employeurs. Toutefois, selon les dirigeants syndicaux, la fédération pourrait agir le 14 juillet prochain.

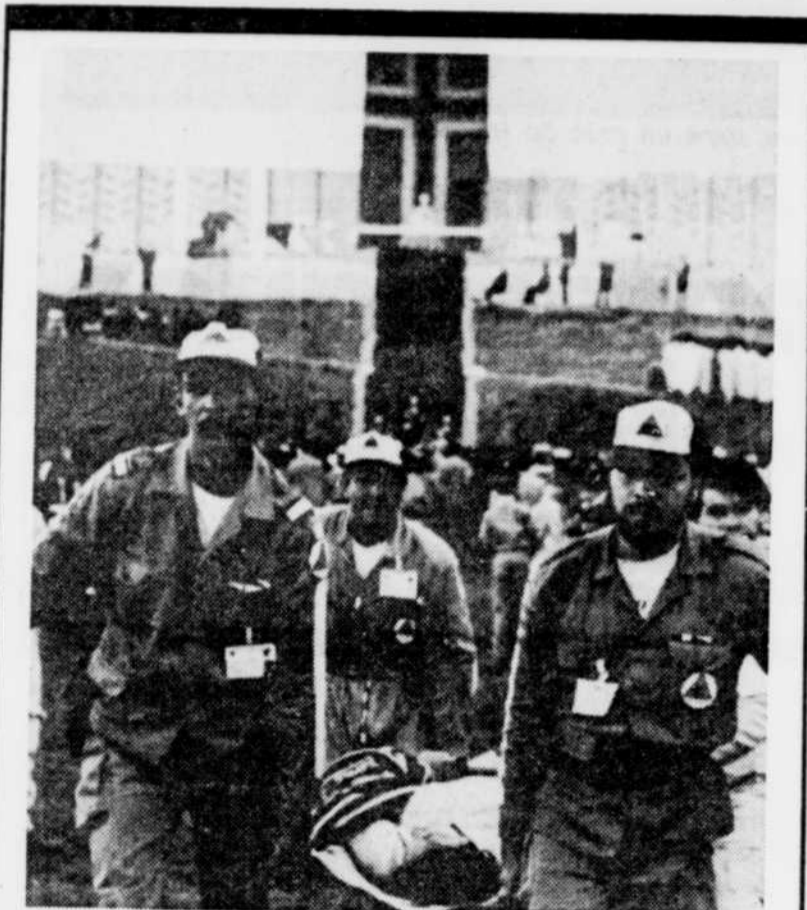
De plus, la fédération demande aux employeurs de ne licencier aucun de ses membres détenus sans procès et de payer les salaires normalement pendant leur détention.

La fédération demande enfin que les hausses de salaires qui faisaient l'objet de négociations interrompues par l'état d'urgence soient rétroactives et qu'en raison des dangers de l'état d'urgence, les travailleurs habitant des cités noires ne soient pas requis pour les horaires de nuit.

Pas de rencontre

Par ailleurs, le Congrès national africain (ANC) ne rencontrera pas le secrétaire britannique au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, lorsqu'il entamera sa mission en Afrique australe au nom de la Communauté économique européenne (CEE), a annoncé, hier, M. Alfred Nzo, secrétaire général du mouvement de libération sud-africain.

Selon M. Nzo, rencontrer Sir Geoffrey, choisi par le Conseil européen de La Haye pour tenter une mission de conciliation entre le gouvernement sud-africain et les opposants à l'apartheid serait de la folie pure. ●



Jean-Paul II en Colombie

La visite pastorale de Jean-Paul II en Colombie a pris hier, une dimension continentale avec une mise en garde du pape contre le matérialisme, lancée d'abord devant les évêques colombiens puis, deux heures plus tard, devant ceux du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain). Dans la matinée, lors d'une messe en plein air célébrée au parc Simon-Bolívar sous une petite pluie intermittente, le pape avait lancé un appel aux guérilleros latino-américains pour qu'ils orientent leur énergie, inspirée parfois par les idéaux de justice, vers des actions constructives et réconciliatrices, et qu'ils mettent fin aux destructions et à la mort de tant d'innocents dans les villes et les campagnes. Sur cette photo, une femme est transportée par des gardiens en civil, après avoir subi une défaillance, alors qu'elle assistait à la messe présidée par le pape. ●

L'URSS propose une rencontre avec les États-Unis au mois de septembre

♦ WASHINGTON (AFP) - L'Union soviétique a suggéré qu'une rencontre préparatoire à un sommet américano-soviétique pourrait éventuellement se tenir à New York en septembre entre les chefs de la diplomatie des deux super-puissances, a indiqué hier la Maison-Blanche.

Le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, a toutefois indiqué que cette suggestion avait été faite "dans un contexte peu précis" et que Washington attendait toujours de recevoir de Moscou une proposition de date "spécifique" pour une telle rencontre. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, devrait se rendre à New York en septembre à l'occasion de l'Assem-

blée générale annuelle de l'ONU, d'où la suggestion soviétique.

Celle-ci a été formulée par le nouvel ambassadeur soviétique à Washington, M. Youri Doubinine, lorsqu'il a remis ses lettres de créance au président Ronald Reagan, le 23 juin dernier, a-t-on indiqué à la Maison-Blanche.

M. Speakes a estimé que cette suggestion n'excluait pas qu'une rencontre du secrétaire d'État Georges Shultz et de son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, puisse intervenir avant septembre si le Kremlin en décidait ainsi. "Nous sommes prêts pour une rencontre à tout moment. La balle est dans le camp soviétique", a dit M. Speakes. ●

Pinochet tente de casser la grève

♦ SANTIAGO (AP et AFP) - Des milliers de Chiliens ne se sont pas présentés au travail, hier, première journée d'une grève de 48 heures, déclenchée par les opposants au gouvernement qui réclament la fin du régime militaire de Pinochet. Il y a eu au moins trois morts, et une dizaine de bombes ont explosé dans la capitale.

Le commandement militaire de la région de Santiago a réagi en restreignant la diffusion de nouvelles de quatre stations de radio qui devront dorénavant se limiter à diffuser des informations officielles, des programmes musicaux et des messages publicitaires. Les stations visées sont Radio Chilena de l'Église catholique, Radio Cooperativa, Radio Carrera et Radio Santiago, toutes liées à l'opposition.

Le gouvernement a par ailleurs engagé des poursuites judiciaires contre les responsables du mouvement de grève, c'est-à-dire les dirigeants de l'Assemblée de la civilité qui regroupe notamment tous les syndicats d'opposition et que dirige le Dr Juan Luis Gonzalez. Le ministre de l'Intérieur a précisé que la plainte portait sur des délits réprimés par la loi sur la sécurité intérieure de l'État, et était accompagnée de preuves réunies par le gouvernement dénombrant les morts, blessés et dommages causés aux biens publics et privés durant la première journée du mouvement.

M. Juan Luis Gonzalez a pour sa part exprimé sa satisfaction devant le succès de cette première journée de grève en disant que "de nombreux Chiliens ont surmonté la peur des représailles pour manifester de façon pacifique leur désir de voir restaurée la démocratie".

Trois morts

Selon la police, Boris Vera, un comptable de 24 ans, a été tué par balles alors que des manifestants érigeaient des barricades dans le quartier populaire de La Victoria (sud de la capitale) et un ouvrier, Ivan Aquaveque, âgé de 21 ans, a subi le même sort dans le quartier de Cerro Navia. Une fillette de 13 ans, Nadia Fuentes Concha, a été tuée par balles dans le quartier de La Florida, également au sud de la capitale.

De nombreuses arrestations (près de 300) ont eu lieu dans ces quartiers ouvriers, lors de perquisitions et de manifestations. Parmi les nombreux responsables syndicaux arrêtés, dès les premières heures de la grève nationale, figurent le président du Collège des professeurs, M. Osvaldo Verdugo, et le secrétaire général de la Fédération des camionneurs de Santiago, M. Rodrigo Ahumada.

L'activité était très réduite dans le centre de Santiago, hier, des commerçants ayant décidé de ne pas ouvrir leurs boutiques, par manque de transports, restant bloqués à la périphérie de la ville. Il n'y avait que le métro qui fonctionnait normalement sous la surveillance de soldats.

Deux attentats à l'explosif ont endommagé la voie ferrée qui relie le port de Valparaíso à la ville voisine de Quilpué, dans le centre du pays, et le trafic ferroviaire a dû être interrompu. D'autres attentats ont privé des quartiers d'électricité.

A Ottawa

A Ottawa, 125 personnes se sont rassemblées sur la colline parlementaire avant de se rendre devant l'ambassade du Chili, à peu de distance, pour exprimer leur appui aux Chiliens opposés au régime du général Augusto Pinochet.

Les manifestants arboraient des drapeaux canadiens et chiliens ainsi que des pancartes affichant les noms de personnes emprisonnées ou ayant été tuées à cause de leur opposition au gouvernement. ●

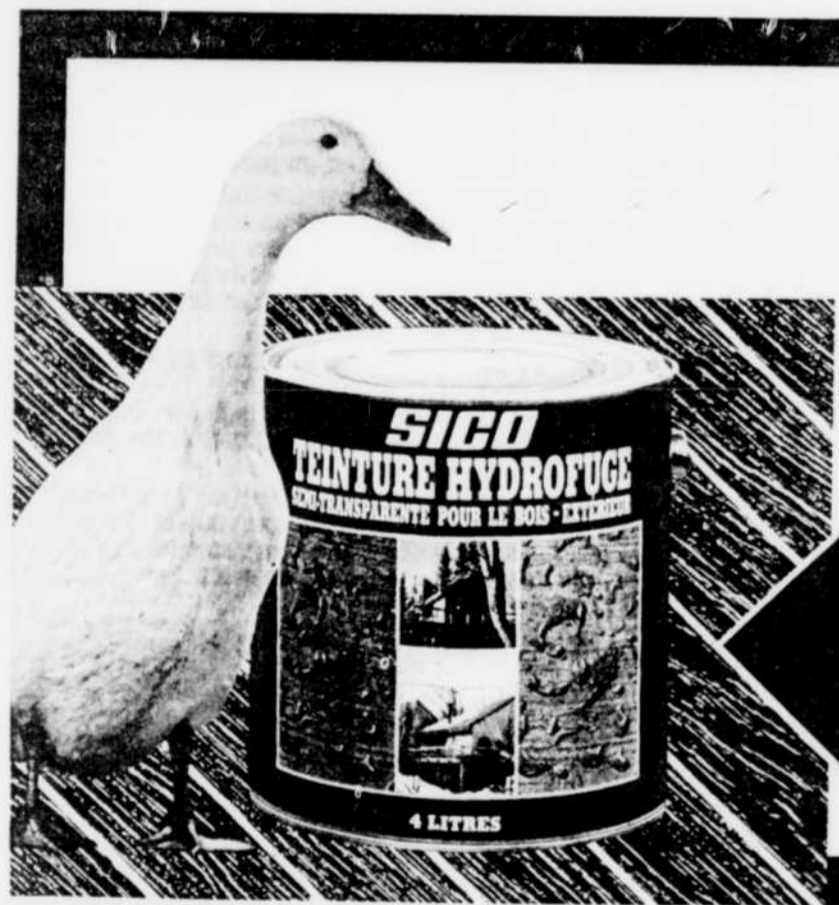
Les Iraniens reprennent Mehran

LE CAIRE (NYTNS) - L'Iran a fait échec hier à une contre-offensive irakienne vieille de six semaines en reprenant la ville stratégique de Mehran, située près de la frontière entre les deux pays, selon des communiqués concordants diffusés à Téhéran et Bagdad.

Selon les Iraniens, cette ville a été reprise à l'ennemi après deux jours de violents combats dans le désert. Cette information a été confirmée par Bagdad, qui a reconnu que ses forces avaient dû se retirer "aux frontières internationales après que l'ennemi iranien eut réussi à pénétrer dans Mehran".

Depuis six ans que dure cette guerre du Golfe, il n'est pas souvent arrivé que les deux belligérants donnent des comptes rendus similaires d'un même engagement.

Les observateurs s'accordent pour dire que ce revers pourrait avoir un impact psychologique très important sur les forces irakiennes, puisque leur contre-attaque visait essentiellement à faire oublier l'embaras enregistré à Bagdad à la suite de la chute aux mains des Iraniens, en février dernier, de la ville portuaire de Fao. Elles y sont d'ailleurs toujours retranchées, malgré les importants moyens financiers et militaires déployés par les Irakiens pour les en déloger. ●



LA TEINTURE HYDROFUGE

L'EAU Y GLISSE... COMME SUR LE DOS D'UN CANARD.

19⁹⁹\$
ou moins
les 4 litres

Teinture hydrofuge semi-transparente pour le bois extérieur. Offerte dans un choix de 48 magnifiques teintes naturelles à partir de 4 couleurs préparées:
Cèdre de l'ouest (212-716),
Séquoia de Californie (212-765)
Cèdre naturel (212-935)
Noyer foncé (212-975).

Cette offre se termine le 18 juillet 1986



JUNEAU & FRÈRE INC. 550, 3e Avenue Québec 524-2502	QUINC. ST-VALLIER (Ferplus) 850, St-Vallier ouest Québec 683-1761	QUINCAILLERIE ST-PIERRE DE L'ISLE 1146, chemin Royal St-Pierre, Ile d'Orléans 828-9388	QUINCAILLERIE BERGERON 422, rue Caron Québec 648-1878	PEINTURE R.A.D.E. 2000 ENR. 597, Richelieu (coin Ste-Marie) Québec 648-1062
QUINCAILLERIE STE-MONIQUE 1250, boul. Masson Les Saules 871-3823	CENTRE DE RÉNOVATION HARVEY INC. 2425, boul. Père-Lelièvre Duberger 681-6261	TÔLE GAUFREE (CHEZ TÔLE) 49, Marie-de-l'Incarnation Québec 681-6221	QUINCAILLERIE CHOUINARD 1403, rue Provencher Cap-Rouge 653-7446	QUINCAILLERIE P.H. VILLENEUVE INC. 255, Giguère Vanier 681-0555
CAROUMAT INC. 1103, boul. de la Chaudière Cap-Rouge 653-3553	GARON LTÉE 2901, chemin Ste-Foy Ste-Foy 653-7258	QUINCAILLERIE LAVALLOISE 2750, chemin Ste-Foy Plaza Laval, Ste-Foy 658-0655	QUINC. RONA ST-NICOLAS 840, des Chênes St-Nicolas est 831-4302	QUINCAILLERIE CRÉMAZIE INC. 168, rue Crémazie ouest Québec 522-2506
QUINCAILLERIE FRIGON & FILS INC. 2378, Mauffils Québec 661-3776	QUINC. ST-LOUIS-DE-FRANCE ENR. Place St-Louis-de-France 2900, chemin St-Louis, Ste-Foy 656-9503	QUINCAILLERIE SILLERY INC. 1341, Maguire Sillery 527-2822	QUINCAILLERIE CORRIVEAU (SILLERY) INC. 1744, chemin St-Louis Sillery 683-1901	QUINCAILLERIE ED. MORENCY (RONA) 284, Durocher Québec 522-5247
J.-A. LABERGE 1201, 1re Avenue Québec 529-9683	QUINCAILLERIE SIOUI ENR. Village-des-Hurons 842-1969	QUINC. MAURICE GAUVIN INC. 1935, Notre-Dame Ancienne-Lorette 872-1473	BAPTISTE TOUCHATOU 1200, 80e Rue est Charlesbourg 628-0450	BAPTISTE TOUCHATOU 1935, boul. Masson Les Saules 872-5310
BAPTISTE TOUCHATOU 445, boul. Pierre-Bertrand Vanier 687-2960	LES QUINCAILLERIES J.-A. ROY INC. Lauzon 837-4759 Lévis 837-0255 Bienville 837-0032	QUINCAILLERIE MARTEL 720, 9e Avenue Charry 832-8095	QUINCAILLERIE DESLAURIERS INC. 8465, boul. Henri-Bourassa Charlesbourg 623-1577	QUINCAILLERIE DU CHÂTEAU INC. 1155, rue Château-Bigot Charlesbourg-Est 627-3311
QUINCAILLERIE SEIGNEURIALE INC. 304, Seigneuriale Beauport 667-2272	QUINCAILLERIE POUR TOI INC. 10, ave St-Augustin Breakeyville 832-6164	QUINCAILLERIE MAURICE INC. 423, route 138 St-Augustin 878-2023	QUINC. R. DURAND INC. QUINC. J.-A.-R. INC. 254, boul. 359, Racine l'Ornière, Loretteville Neufchâtel 843-2223 842-3682 845-0829	NAP. MONTREUIL 1510, rue Notre-Dame Ancienne-Lorette 872-2365

Encore une fusée d'appoint

♦ WASHINGTON (AFP) - L'explosion d'un lanceur Titan, le 18 avril après son tir de la base de Vandenberg (Californie), a été provoquée par la combustion accidentelle du revêtement interne de l'une de ses fusées d'appoint, a annoncé hier la US Air Force.

La fusée Titan, qui devait déployer un satellite militaire ultra-secret, avait explosé quelques secondes après son lancement, provoquant pour quelque \$70 millions de dégâts au pas de tir de Vandenberg.

Le responsable de la commission d'enquête sur cet accident, le général Nathan Lindsay, a précisé

au cours d'une conférence de presse que la combustion accidentelle d'un revêtement d'isolation interne de l'un des fusées d'appoint la Titan avait entraîné l'explosion de la fusée.

Selon les spécialistes, cette découverte va contraindre les fabricants des fusées d'appoint de la navette - d'une conception générale assez similaire à celles des Titan - à les modifier en conséquence. La destruction de Challenger, le 28 janvier dernier, a été provoquée par la combustion accidentelle de joints d'étanchéité de l'un de ses deux fusées d'appoint.

Échec pour Reagan

♦ WASHINGTON (AP) - Importante défaite pour l'administration Reagan, la Cour suprême américaine a réaffirmé, hier, la constitutionnalité d'un programme controversé destiné à remédier à l'ancienne discrimination contre les Noirs et d'autres minorités sur les lieux de travail.

Ce dernier jugement sur ce programme d'"action positive" (Affirmative Action) a fait l'objet de deux décisions de la Cour.

Dans un autre cas, la Cour a approuvé une décision de justice affirmant qu'un syndicat de métallurgistes de New York et du New Jersey devait augmenter de façon significative son nombre de membres non-blancs d'ici à août 1987.

L'administration Reagan, retenant à son compte l'argumentation de ceux qui parlent de "discrimination à rebours", estime que les quotas raciaux devraient être supprimés car ils portent tort aux hommes innocents, généralement blancs. ●

Ariane: l'allumage en cause

♦ PARIS (AFP) - La commission d'enquête sur l'échec du 18e tir de la fusée européenne Ariane, le 31 mai dernier, a affirmé, hier, qu'aucun défaut de réalisation d'un matériel du moteur ou de l'ensemble propulsif du 3e étage n'a pu être mis en évidence.

Le problème du moteur 3e étage des fusées Ariane de tous types se trouve définitivement dans son système d'allumage. Celui-ci devra être rendu plus puissant, redéfini et essayé rapidement, estime le rapport de la commission.

La commission d'enquête de huit membres désignée le 31 mai recom-

mande notamment des compléments d'étude concernant les conditions d'allumage du moteur, la redéfinition d'un allumeur du 3e étage plus puissant et un programme d'essai d'allumage en simulation d'altitude destiné à valider les nouvelles conditions d'allumage.

Le PDG d'Arianespace, M. Frédéric Allest, avait déclaré la semaine dernière qu'il comptait reprendre les lancements de satellites commerciaux avec les fusées Ariane au début de l'année prochaine.

Il y a eu quatre échecs d'Ariane depuis le premier tir le 24 décembre 1979.

BAINSE LES!



Lorsque nous avons demandé à Ingemar de les baisser, nous voulions parler des prix des sofas, tables, chaises et lampes.

Nous ne voulions pas le déshabiller!

Mais, voyez-vous, Ingemar prend son travail au sérieux.

Il a la responsabilité de commander les meubles IKEA. Ainsi, IKEA a maintenant en main trop d'articles de toutes sortes, articles qu'on ne retrouvera pas dans le prochain

catalogue. Parfois, on en sort gagnant, parfois...

Cela veut dire cinquante pourcent sur tous les articles que nous ne tiendrons plus en stock. N'oubliez pas que les quantités sont limitées et lorsqu'il n'y en a plus, c'est fini.

Tout ça à cause d'Ingemar. Pourtant, nous n'arrivons pas à décider s'il faut lui accorder la moitié du crédit ou la moitié du blâme.

En tout cas, pour vous, c'est moitié prix!

Certains articles sont offerts en quantités limitées. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.



® L'IMPOSSIBLE MAGASIN D'AMEUBLEMENT DE SUÈDE



Place Lebourgneuf, 5500 boul. Des Gradins, Québec, P.Q. G2J 1A1 Tél. (418) 622-4532

Lun. 11h à 17h30, Fermé mardi, Fête du Canada, mer. 11h à 17h30, jeu. et ven. 11h à 21h, sam. 9h à 17h.



LES MOITIÉ PRIX SE TERMINENT • SAMEDI

Achille Lauro: la prison à vie requise contre 7 accusés

♦ GENES (AFP) - Le ministère public a requis hier la prison à vie contre sept des accusés du procès de l'Achille Lauro, dont Aboul Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine relâché par les autorités italiennes après l'opéra-

tion, qu'il a désigné comme l'instigateur du détournement du paquebot en octobre 1985.

Le procureur de la République, M. Luigi Carli, a également réclamé la réclusion à perpétuité pour Majid El Molki, 24 ans, le chef du comman-

do, accusé du meurtre de l'infirmier américain Léon Klinghoffer; Ziad El Omar, 36 ans, qui a remis les armes et de l'argent aux pirates; Moussa Issa Abbas, cousin d'Aboul Abbas, qui a transporté les armes jusqu'à Gènes; Ozzudin Badratkan, 40 ans, responsable de l'OLP et présent avec Aboul Abbas dans l'avion détourné sur la base de Sigonella; Abdul Rahim Khaleb, 50 ans, présent sur l'Achille Lauro jusqu'à l'escale d'Alexandrie, et Saad Youssef Ahmed Youssef, 24 ans, qui a fourni un soutien logistique au commando.

Pour les deux autres pirates, Fattayer Abdelaziz Ibrahim, 20 ans, et Ahmad Al Assadi, 24 ans, le "repenti", M. Carli a requis respectivement 30 ans et 10 ans de prison.

Le ministère public a en outre réclamé 30 ans pour Mohamed Ben Khadra, 33 ans, et Abou Kifah, 25 ans, gardes du corps d'Aboul Abbas, qui ont transporté les armes de la Tunisie à Gènes dans le double fond d'une voiture, ainsi que pour Abou

Ali Kazem, qui a participé "à la phase préparatoire de l'opération".

Une peine de 12 ans a été requise contre Mohamed Jarbua, 28 ans, qui devait faire partie du commando mais est tombé malade à Gènes avant le départ, et contre Gandoura Sayed Mawfiq, 37 ans, support de l'organisation à Rome.

Seuls cinq des inculpés - les trois membres du commando ainsi que Issa Abbas et Sayed Mawfiq - sont actuellement détenus en Italie.

Au cours de son réquisitoire de huit heures, M. Carli a notamment affirmé que toute l'opération avait été projetée par Aboul Abbas "à des

fins de propagande" pour "acquiescer du prestige à l'intérieur de l'OLP" et "désavouer ouvertement la politique douce et attentiste de Yasser Arafat".

Le procès se poursuivra aujourd'hui avec les premières plaidoiries des défenseurs. ●

On l'attendait de pied ferme

♦ LONDRES (AFP) - M. John Palmer, soupçonné d'être lié à l'affaire du casse du siècle en Grande-Bretagne, a été arrêté, hier, à sa descente d'avion à l'aéroport d'Heathrow, alors qu'il arrivait du Brésil, a-t-on appris auprès de l'aéroport.

John Palmer, 36 ans, avait quitté la Grande-Bretagne il y a 17 mois, après une descente de police à son domicile dans le cadre de l'enquête sur le hold-up d'Heathrow, au cours duquel trois tonnes d'or, du platine, des diamants et des chèques de voyage d'une valeur totale de plus de 26 millions de livres avaient été volés.

Surnommé Goldfinger par la presse britannique, John Palmer a été expulsé le week-end dernier d'Espagne où il s'était installé après son départ de Grande-Bretagne. Il s'était vu refuser l'entrée au Brésil car son passeport britannique était périmé. Il était attendu par deux policiers britanniques à sa descente d'avion.

Deux hommes ont été condamnés à 25 ans de prison et un garde de sécurité à six ans dans l'affaire du casse d'Heathrow, effectué le 26 novembre 1983 et qui demeura le plus gros hold-up de l'histoire criminelle britannique. ●

Otage américain libéré à Beyrouth

♦ BEYROUTH (AP) - Un Américain retenu en otage depuis 11 mois par des trafiquants de drogue libanais a été libéré, hier, à Beyrouth-Est, après que sa famille eut versé, selon ses dires, une rançon de \$520,000.

Il s'agit de Steven John Donahue, 32 ans, originaire d'Hollywood, qui affirme être un informateur de l'Agence américaine de lutte contre la drogue (DEA); la DEA a refusé de confirmer ou démentir cette affirmation.

Il ne figurait pas en tout cas sur

la liste des cinq Américains détenus en otages par des extrémistes chiites au Liban.

Interrogé par l'AP depuis Washington, Donahue a déclaré qu'il avait été envoyé au Liban "par la DEA pour un projet de grande envergure. Il a précisé à ABC News qu'il avait été chargé par la DEA de coincer les trafiquants libanais en leur achetant 500 kilos d'héroïne, mais que quelqu'un les avait avertis.

Selon des responsables libanais, Donahue a tout d'abord été enlevé

par des trafiquants de drogue chiites pour avoir "mis son nez" dans leurs affaires. Puis il aurait été remis à des associés chrétiens dans la vallée de la Bekaa, qui l'ont remis mardi à l'ambassade américaine.

Sa femme Johanna avait déclaré, en octobre dernier, dans une interview à un journal de Floride, que son époux avait été arrêté en 1982 à Newark, dans le New Jersey, pour trafic de stupéfiants et qu'il avait alors accepté d'être un informateur de la DEA.

LES PRIX DE LA GRANDE FOIRE DES
AUBAINES DE JUILLET VOUS FACILITENT
LA MARCHÉ VERS LE CONFORT

**RABAIS JUSQU'À
40%**

**NATURALIZERS
ET
TENDER TOOTSIES**

Un bon pas vers le confort total
Nous soldons à prix d'aubaine
une sélection de modèles de ces
deux fabricants réputés. Un vaste
choix de modèles pour la belle
saison, dans des couleurs et
pointures variées. Comme la
sélection varie selon le magasin,
venez au plus tôt pour mieux
choisir.

Achats en magasin.
Rabais de 31% à 34%
Naturalizers, ord. \$54 à \$56,
36.99 la paire
Rabais de 16% à 40%
Tender Tootsies, ord. \$18 à \$25,
14.99 la paire

Chaussures pour dames, rayon 262
En vigueur jusqu'au 12 juillet

C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie

**La
Billetterie**

Pour une partie de hockey exaltante, un spectacle échevelé ou encore un concert envoûtant... vite courez à la Billetterie de la Baie pour acheter les billets de vos spectacles favoris qui auront lieu au

Colisée de Québec ou au Palais Montcalm. La Billetterie est située au comptoir du service à la clientèle des magasins La Baie de Place Laurier et des Galeries de la Capitale.

la **Baie**